

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 14/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TOURETTE Philippe**

La Calquière  
12310 Gaillac-D'aveyron

Références : 12-CARMIN-2025-13  
Code AIOT : 0006800079

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement TOURETTE Philippe implanté Mézerac 12310 Gaillac-d'Aveyron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite se déroule dans le cadre d'une levée de mise en demeure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOURETTE Philippe
- Mézerac 12310 Gaillac-d'Aveyron
- Code AIOT : 0006800079
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de Gaillac-d'Aveyron est autorisée par arrêté préfectoral n°2004-098-2 du 7 avril 2004 pour une durée de 30 ans, avec une production maximale autorisée à 150t par an.

La carrière n'était pas en activité au jour de la visite.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Conduite de l'exploitation	AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	Conduite de l'exploitation	AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure
4	Registres et plans	AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure
5	Prévention des pollutions ou nuisances	AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure
6	Prévention des pollutions ou nuisances	AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure
7	Conception et aménagement de l'installation	AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure
8	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection en date du 14/09/2023, faisait état de plusieurs non-conformités au regard de la réglementation.

L'exploitant a procédé à des actions correctives qui justifient la levée de la mise en demeure.

Il est à noter que compte tenu du faible tonnage extrait annuellement (150 t/an) certaines prescriptions apparaissent inadaptées, notamment les prescriptions relatives au phasage. L'exploitant envisage une refonte de ce phasage par le dépôt d'un porter à connaissance.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Phasage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage proposé dans le dossier de demande, le réaménagement étant réalisé de façon coordonnée avec l'extraction. Le réaménagement de la phase N est réalisé pendant l'exploitation de la phase N + 1.

<b>Constats :</b>
La remise en état pour la deuxième phase d'exploitation (2009-2014) zone située au Nord de l'atelier a été réalisée (aplanissement et nivelage en pente douce). La re-végétalisation naturelle s'amorce, l'exploitant réalisera des plantations arbustives sur la période automnale 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 2 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée. Cette distance est augmentée d'une distance de sécurité garantissant, suivant la nature des terrains rencontrés durant les phases d'exploitation et la phase réaménagée, le respect de la distance de 10 mètres minimale citée ci-dessus.
<b>Constats :</b>
Le front non conforme d'environ 3 mètres de hauteur en limite Nord-Est du site , existant déjà au dossier d'instruction de 2002, et ne faisant pas état d'un remblayage avant la fin de l'exploitation, fait l'objet d'une mise en sécurité. L'exploitant, procède à la création d'un talus au fur et à mesure de ses disponibilités en stériles d'exploitation (exploitation générant peu de stériles 150 t/an).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmettra des justificatifs (photos) de l'avancée de la mise en sécurité du front Nord-Est.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 3 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b>
Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.
<b>Constats :</b>

L'exploitant a procédé au tri, et à l'évacuation vers des filières spécialisées, des ferrailles, matériels hors d'usage et autres déchets qui étaient stockés à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et met à jour, au moins une fois par an, un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière, sur lequel figurent: <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci,</li> <li>- les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs,</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés,</li> <li>- la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 20 ci-dessus,</li> <li>- l'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et le[s] borne[s] de nivellement,</li> <li>- les pistes et voies de circulation,</li> <li>- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte,</li> <li>- les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux,"</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan de décembre 2024. Cependant le plan ne fait pas mention de la bande de 50 mètres au-delà du périmètre d'autorisation, ni des zones de remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés. L'exploitant a contacté un géomètre pour une remise à jour du plan d'exploitation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dès réception, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le plan mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 5 : Prévention des pollutions ou nuisances

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols[...]
<b>Constats :</b>  Le site ne compte plus de stockage de produits susceptibles de créer une pollution. L'exploitant a procédé à l'enlèvement des futs et autres contenants via une filière autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 6 : Prévention des pollutions ou nuisances

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'entretien courant des véhicules ne sera pas effectué sur la carrière [...]. L'exploitant apportera une attention particulière lors du ravitaillement en carburants des engins de chantier. Un stockage de produits absorbants est conservé en quantité suffisante sur le site pour permettre la récupération des hydrocarbures en cas de fuite accidentelle.
<b>Constats :</b>  Un stockage de produits absorbants (sable) est conservé en quantité suffisante intra-site. Il est à noter que le ravitaillement est réalisé à l'aide de jerricans, l'exploitant utilisant peu de carburant compte tenu de la faible quantité de matériaux extrait annuellement (150 t/an), et de l'activité réalisée en fonction des commandes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 7 : Conception et aménagement de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins: <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 200 m2 de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, ...),</li> <li>- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,</li> <li>- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 B près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances[...]</li> </ul>

<b>Constats :</b>  L'exploitant a renouvelé en 2024 les extincteurs installés dans l'atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 8 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières, telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation en application de l'article 31 ci-dessous, ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse à la Préfète un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 1 <sup>er</sup> février 1996 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement relatif aux garanties financières pour son exploitation, rédigé par la Caisse Régionale de crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées. Celui-ci sera échu le 25/05/2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées, et ce avant le 25/05 prochain, le renouvellement de l'acte de cautionnement relatif aux garanties financières pour son exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite